

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, rue Drouot
à l'hôtel du « FIGARO »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^{ie}
8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102.46 — 102.47 — 102.49

ABONNEMENT

| | Trois mois | Six mois | Un an |
|------------------------|------------|----------|-------|
| Seine et Seine-et-Oise | 15 » | 30 » | 60 » |
| Départements | 18 » | 37 » | 75 » |
| Union postale | 21 » | 43 » | 86 » |

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

SOMMAIRE

Reines de lettres : MARCEL PRÉVOST, de l'Académie française.
La Vie de Paris : La Société française des Amis de la Musique : ROBERT BRUSSEL.
Les fêtes d'Arles et leur signification : J. A. L'ÉVANGÉLISME : La question de Crète : RAYMOND RECOULY.
Les massacres d'Arméniens en Asie Mineure. Au fond d'un scandale : Contribution à l'enquête.
Le maréchal Lannes et la chanson : MAURICE DEMOLVIL.
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.
La grève des inscrits maritimes à Marseille : THOMAS.
L'Alliance franco-britannique : MAURICE LÉDET.
L'affaire Marix : GEORGES GUSON.
Gazette des Tribunaux : GEORGES CLARETTE.

Reines de Lettres

Il y a une dame qui écrit depuis quatre-vingts ans. Vous avez lu hier, précisément dans ce journal, quelle s'appelle Julia et qu'elle opère à Boston. Des plaisantins s'exclameront : « Le ciel épargne à nos femmes de lettres une longévité pareille, et surtout une si inlassable fécondité !... En France, de notre temps, il en naît une par mois ; si toutes vivent centenaire, la plume aux doigts, bientôt on n'imprimera plus une seule ligne qui ait été écrite par un homme !... » A parler net, on n'y perdrait guère : la besogne littéraire courante peut être très convenablement ouverte par des femmes. On y perdrait tout de même, s'il s'agit de littérature proprement dite : l'absence du principe mâle apparaît au lecteur attentif, même dans *Corinne* ou dans *Mauvrat*. Une femme pourrait-elle écrire *Madame Bovary* ou *Sapho* ? Mais, réciproquement, certaines œuvres féminines ont fourni au patrimoine littéraire un appoint dont, à leur défaut, il ne se fût pas accablé ; nul dérivatif de l'autre sexe n'eût été capable d'y parvenir. Les moments où se développe à l'extrême, dans la littérature d'un peuple, la productivité des femmes, correspondent, pour celles-ci, non pas à des désirs plus impérieux de gloire ou de fortune, mais à ce qu'on pourrait appeler des « maximums de sensibilité... » On appellerait aisément cette loi par des exemples empruntés aux littératures étrangères. Vérifions-la au plus près, dans la littérature française d'aujourd'hui, sur nos « reines de lettres », — comme disent les Américains en parlant de leur nougénéral Julia et de quelques autres, plus printanières.

Car nous avons des reines de lettres. Je ne les nommerai pas, pour n'effaroucher point leur vergogne, et aussi pour ne causer aucune déception, même légère, à diverses prétendantes. Le protectionnisme masculin aura beau railler ou s'efforcer, il est désormais acquis que des femmes contemporaines ont, en ces quinze dernières années, par la poésie et par le roman, enrichi la littérature française. Beaucoup d'autres, il est vrai, ont travaillé pour l'avenir : toute œuvre médiocre vole de la place utile, et je conçois l'agacement, la rancune de certains jeunes écrivains, quand ils voient prôner dans des revues spéciales, avec portraits en pied et photographies d'intérieur à l'appui, les auteuses de bouquins anonymes ou ridicules, dont nul n'aurait parlé si le signataire eût porté culotte et se fût coiffé d'un melon... Jeunes écrivains, qui vous vengez d'ailleurs dans vos petites revues, — ou nos *Corinnes* en prenant pour leur grade ! — sachez être justes, même si vous dénoncez avec elles le pacte de galanterie. Un moment de la sensibilité fut exprimé par les meilleures d'entre ces femmes de lettres, sans que vous ayez pâti de la concurrence. Car ce qu'elles expriment, vous auriez été incapables de l'observer, et de nous le rendre. C'est ce que vous n'avez pas vu, d'elles, qu'elles vous dévoilent. Les bons livres féminins (au moins dans la littérature imaginative) sont presque toujours une protestation contre la façon qu'ont les hommes de leur temps de comprendre l'amour. Ils sont une reprise du duel éternel entre les deux sexes.

Que la littérature romanesque et la poésie lyrique, à la fin du dix-neuvième siècle, ne contentassent pas la sensibilité féminine, c'était trop naturel. La poésie la plus réputée, vers 1895, c'étaient de savants jeux de syllabes, exécutés par d'impeccables mandarins sur des symboles abscons. Impossible, pour une femme, de reconnaître les émotions de son cœur dans ces poèmes somptueux et difficiles, dont le *Florimond* de Mikhaël est peut-être le type le plus parfait. Quant au roman, les libraires français en offraient de deux écoles. L'une s'obstinait au naturalisme, rabâchant par la plume de disciples inférieurs ces histoires d'amour purement sensuel qui, au fond, agacent toujours les femmes, et les révoltent en les humiliant ; l'autre traitait l'amour comme un problème de psychologie. Trop de sens, ou trop de tête, — pensaient les lectrices. Mais elles préféraient encore ces narrateurs grossiers ou pédantesques de l'amour au petit groupe de fantasistes, souvent délicieux, qui traitaient l'amour par l'ironie. Jamais un Jean de Tinan n'aurait de ferventes.

Désespérant de trouver pour leur fringale sentimentale des plats masculins accommodés à leur goût, les femmes s'aviseront alors de faire elles-mêmes

leur cuisine. Un instinct sincère, impérieux, contraignait ainsi à écrire les initiées du mouvement... Et à peine eurent-elles écrit que le public les remarqua ; elles apportèrent dans la littérature française deux éléments nouveaux ou pour le moins dénués... Premièrement, la clarté. Jamais la femme, en art, n'est obscure expressément : elle ne devient parfois que par la défaillance de l'expression. Les poétesses nouvelles s'affranchirent aussitôt du « symbole quand même » et remirent aux accessoires toute la terlanterie néo-romantique empruntée à Wagner. En même temps qu'une limpidité classique, nous saluâmes dans les vers d'Anna de Noailles un décor familier à nos yeux. Secondement, l'amour raconté ne fut plus tout « tête » ni tout « sens », il fut surtout « cœur ».

Cœur ! mot tellement noble, qu'il est impossible de le traduire en une langue étrangère avec la totalité de son sens français, ce sens qui veut bien dire l'émotion, le désir, la passion, mais aussi le courage, la domination de soi, le sacrifice, la bonté... Si hardies que fussent les peintures amoureuses qu'offrirent nos confrères aux longs cheveux, elles furent rarement choquantes, parce que l'image de la douleur humaine s'y distinguait toujours. Quelle femme sincère pourrait écrire sur l'amour ou brutalement, ou libérinement ? La suggestion de la maternité se mêle trop en elle à la pensée de l'amour : malgré elle-même, la femme laisse transparaître dans son art comme dans ses gestes, le vœu de la nature... Entreprenait-elle un récit sentimentale d'où l'idée de maternité soit exclue ? on sent qu'elle l'exclut volontairement en esprit d'immolation à l'égoïsme masculin : et c'est encore un hommage à la grande loi. Voilà ce qui rend si émouvants les romans écrits sous une franche inspiration par les femmes de tous les temps. Voilà ce qui distingue la littérature féminine de ce temps-ci de la littérature masculine, même à égalité de talent, depuis la diuysiaque Anna de Noailles jusqu'à grave auteur de *Ciel rouge*.

Qu'elles continuent donc à illustrer ce siècle naissant, les reines, les princesses charnelles de notre royaume poétique ou romanesque. Leurs confrères du sexe fort auraient mauvaise grâce à les concurrencer, et surtout à les entraver. Ils n'ont point, pour elles, aucun dommage véritable ; ne vous disais-je pas que ce ne sont point des concurrentes ? Si elles prétendaient imiter les hommes, elles auraient jamais d'existence littéraire proprement dite : elles seraient des reflets, des ombres. Leur réalité se précise, au contraire dans ce domaine d'imagination, de sensibilité, de pensée, — où leurs rivaux masculins peuvent les admirer, mais non les suivre.

Marcel Prévost,
de l'Académie française.

LA VIE DE PARIS

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DES

AMIS DE LA MUSIQUE

On entend chaque jour, à Paris, les gens les mieux intentionnés du monde déplorer l'infériorité des Français en ce qui concerne la musique.

Un soir de cet hiver, une conversation de ce genre se tenait dans des salons les plus artistiques du monde parisien. L'un vantait, suivant la coutume, la supériorité des orchestres et des chanteurs étrangers, des Hollandais, des Allemands, des Russes ; un autre se plaignait de l'insuffisance de nos sociétés chorales ; un troisième déclarait que la France n'est pas un pays musical ; les uns et les autres faisaient à notre pays la plus fausse et la plus déplorable réputation.

Un des assistants, un jeune musicien de grande valeur, que cette question passionne, un peu agacé de ces lieux communs qui tendent trop à se répandre, prit alors la parole et dit : « Que faites-vous donc en faveur de la musique ? Pouvez-vous parler indifféremment puisque pas un effort suivi n'a été tenté, puisque l'éducation de la foule reste à faire ? Pouvez-vous décréter l'incapacité musicale d'un peuple, alors qu'il a produit d'admirables musiciens et que son folklore est riche des chants populaires les plus féconds en rythmes libres, en mélodies savoureuses ? »

Quelle peine s'est-on donnée pour éduquer les enfants ? Quels sacrifices ont été consentis pour soutenir une entreprise purement artistique ? Ne parlez pas de supériorité musicale chez les peuples étrangers ; la seule supériorité consiste dans le soin avec lequel on y cultive notre art. Nous avons des orchestres admirables, des instrumentistes de tout premier ordre et tels qu'il ne s'en trouve sans doute pas ailleurs. Mais connaissez-vous beaucoup d'amateurs aimant assez passionnément la musique, pour donner, comme certain marchand de tabac hollandais de ma connaissance, cent mille francs pour la musique, et cela de la façon la plus anonyme et la plus désintéressée ?

Nous avons d'excellents groupements qui pérorient, des tentatives d'art intéressantes qui avortent ; il en est de même partout : la musique, la vraie musique ne saurait vivre par elle-même, il faut la soutenir. Pourquoi ne ferait-on pas pour elle ce que les amateurs ont fait pour la peinture ? Pourquoi, après les Amis du Louvre et du Luxembourg, ne créerait-on pas les Amis de la musique ?

Il n'en fallut pas plus pour entraîner le zèle de tous les assistants : les Français adorent se dénigrer eux-mêmes, mais ils sont plus prompts que tous autres à l'enthousiasme. En quelques jours, quelques femmes du monde, aimant et comprenant la musique, quelques hommes désintéressés et profonds-

ment dévoués à l'art, se groupèrent et créèrent les Amis de la musique.

Depuis hier le conseil d'administration est constitué ainsi qu'il suit :

Président : M. Henry Roujon, membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts.

Vice-présidents : M. le prince d'Arenberg, membre de l'Institut ; M. Louis Barthou, député, ministre des travaux publics ; M. le comte Gaston Chandon de Briailles, M. Adolphe Brisson.

Treasures : M. Léo Sachs.

Directeur artistique : M. Gustave Bret, l'excellent directeur-fondateur de la Société Bach.

Secrétaire général : M. J. Ecorcheville, docteur en lettres, codirecteur du *Mercur musical* (S. I. M.).

Membres du comité : Mme André André, Mme la comtesse René de Béarn, M. André Béarn, directeur général honoraire au ministère des finances ; M. Léon Boungois, sénateur, ancien ministre ; M. Franz Cistot, M. Michel Ephrussi, M. Georges Gaitte, M. Fernand Halphen, Mme la vicomtesse d'Harcourt, Mme la comtesse d'Haussonville, M. Louis Havet, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, Mme Daniel Hermann, Mme Henry Holsboeker, Mme Georges Kérou, Mme la comtesse Paul de Pourtales, M. Théodore Reinach, M. le docteur H. Rieder, M. Romain Rolland, professeur à la Faculté des lettres de Paris, M. Louis Schopfer, Mme Seligman-Lui, Mme Ternaux-Compans, M. Jean Weber, agrégé de l'Université.

Quel sera le but que se proposeront les Amis de la musique ?

L'appel du Comité d'organisation répond à la question :

Il semble que le moment soit venu de grouper en une sorte de ligue tous ceux qui aiment la musique, non pour les profits que l'on peut tirer, ou pour le succès qu'elle vaut à ses adeptes professionnels ou bénévoles, mais simplement pour elle-même.

Ses moyens d'action consisteront à faire ou à provoquer des libéralités ou des prêts gratuits en faveur de manifestations artistiques intéressantes ; à constituer un groupe choral de professionnels rétribués et spécialement instruits en vue de prêter leur concours à ces manifestations ; à favoriser, dans les institutions d'enseignement primaire et secondaire, la formation du goût musical chez les enfants ; à provoquer, enfin, ou à faire elle-même toutes publications de nature à développer l'influence qu'elle se propose d'exercer.

Elle ne doit point être une société nouvelle s'ajoutant à toutes celles qui existent : elle doit être à la fois un lien et un soutien pour toutes. Elle tend à être par le groupement qu'elle constituera, une manière de Mécène anonyme, qui soutiendra moralement ou matériellement toutes les manifestations qui lui sembleront dignes d'intérêt.

Enfin son but sera en quelque sorte moral, puisque elle veut développer le goût du public en s'appliquant à l'éducation musicale des enfants.

Peut-être est-ce parce qu'on rencontre en Allemagne et en Suisse, sur le lac de Genève et sur les bords du Rhin, des bandes d'écoliers qui, sitôt en vacances, éprouvent le besoin spontané de chanter en chœur, peut-être est-ce parce que les enfants aiment la musique et vivent en elle, que leurs parents l'entendent avec plus de plaisir et plus d'attention.

La Société des Amis de la musique ne se propose pas seulement un but louable et digne d'intérêt ; elle aura sur le mouvement musical la plus heureuse, la plus indispensable influence.

Robert Brussel.

Échos

La Température

Jusqu'à onze heures du matin, la pluie est encore tombée hier, à Paris, par courtes ondées. Mais à partir de cette heure, le ciel s'est éclairci et la fin de la journée n'a pas été trop désagréable. La température s'est un peu élevée. Ainsi à sept heures, le thermomètre marquait 13° au-dessus de zéro et atteignait 20° dans la soirée. La pression barométrique, accusait à midi 765 mm sur nos régions du Centre et de l'Est.

Des pluies sont tombées dans l'ouest de l'Europe ; en France, il a plu à Belfort, à Bordeaux, à Lyon, à Cherbourg et à Brest. Sur nos côtes de la Manche et de l'Océan, on souffle le vent d'ouest, la mer est très agitée.

La température est à peu près normale sur nos régions.

Départements, le matin. Au-dessus de zéro : 10° à Dunkerque, à Belfort et à Charleville, 11° à Limoges, 12° à Boulogne, à Brest, à Ouessant, à Clermont, à Toulouse et à Besançon, 13° à Cherbourg, à Lorient, à Biarritz, à Nantes, à Bordeaux, au Mans et à Lyon, 14° à Rochefort, à Nancy et à Cetta, 15° à Perpignan, et à l'île d'Aix, 16° à Marseille et à Orléans, 20° à Alger.

En France, un temps nuageux et moyennement chaud est probable.

La température du 30 mai 1909 était à Paris : 15° au-dessus de zéro le matin et 17° l'après-midi ; baromètre : 765 mm ; très belle journée.

Du New York Herald :
A New-York : Temps nuageux. Température : maxima, 22°3 ; minima, 15°5. Vent nord-ouest modéré.

A Londres : Temps beau. Température : maxima, 48° ; minima, 15°. Vent ouest-nord-ouest. Baromètre : 762 mm.

A Berlin : Temps beau. Température (à midi) : 13°.

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants du *Figaro* :

Prix du Mont-Vallier : Vénitien ; Guirlande.

Prix des Ternes : Dhor ; Schenico.

Prix Lupin : Oversight ; Italus.

Prix de Neuilly : Rocket ; Slax.

Prix du Lac : Grill Roux ; Rouge Gorge.

Prix du Trocadéro : Monte Carlo ; Quos.

A Travers Paris

Le Président de la République a reçu, hier, S. Exc. Naoum-pacha, qui lui a remis les lettres par lesquelles l'empereur des Ottomans le confirme en qualité d'am-

bassadeur auprès du gouvernement de la République française.

Rappelons qu'un service religieux sera célébré demain, à dix heures et demie du matin, en l'église Saint-Étienne du Mont, à la mémoire du maréchal Lannes de Montebello ; puis visite au tombeau.

Les bonnes affaires.

La France sait-elle qu'elle possède, à la tête de l'une de ses grandes administrations, un homme admirable, qui s'entend comme pas un à défendre des intérêts ?

Ce personnage, obligé par ses fonctions à avoir une voiture qu'il paye sur ses émoluments, a conclu marché avec un loueur, et allant au plus près, il s'est adressé à une compagnie qui se trouve justement fournir l'administration qu'il dirige.

Le contrat de location met à sa disposition trois chevaux, un coupé ou une victoria, selon le temps, mais l'un et l'autre pourvus — c'est stipulé — de roues caoutchoutées, un cocher pour conduire la voiture, un palefrenier pour soigner les chevaux. Savez-vous ce que lui coûte ce confortable service ? C'est ici qu'éclate son ingéniosité pratique.

Il paye pour tout cela une redevance mensuelle de quatre cents francs.

Il est bon de savoir que la compagnie qui a accepté cette honnête convention paye elle-même deux cents francs de gages au cocher, et cent cinquante au palefrenier. Il lui en reste donc cinquante pour le fourrage, la nourriture des bêtes, l'amortissement de la voiture, l'usure des caoutchoucs, les frais généraux et son juste bénéfice.

Cet exemple atteste que la « voiture au mois » est un luxe beaucoup moins onéreux qu'on ne le croit généralement. Le tout est d'avoir la manière.

Si vous êtes curieux de l'acquiescer, peutez-vous adresser vos fructueuses lettres à un sous-ministre de qui la chronique s'est fort occupée, sans qu'il en ait sollicitée, dans ces derniers temps.

Les cinq millions de M. Carnegie.

Quelques lecteurs nous demandent de les renseigner sur la destination du don splendide que vient de faire à la France M. Carnegie.

Nous croyons savoir que rien absolument n'est encore décidé à ce sujet. Le bruit avait couru — à la suite de la belle réception offerte au généreux donateur par le Conseil de l'Université de Paris, et dont celui-ci s'est montré particulièrement heureux et flatté — que l'Université bénéficierait peut-être d'une partie de ce don. Il n'en est rien.

Les cinq millions de M. Carnegie devront être affectés « à la récompense d'actes héroïques ». C'est donc une affectation aussi générale que possible, et qui ne saurait, par conséquent, viser aucune institution, aucune catégorie de citoyens déterminés.

Pour l'instant, le récépissé de la Compagnie des aciéries des États-Unis a été déposé à la Banque de France. Une commission spéciale, nommée par le gouvernement, sera prochainement chargée d'étudier dans quelles conditions ce fonds pourrait être utilisé.

On parle déjà, dans les milieux artistiques les plus raffinés, d'une éblouissante exposition qui aurait lieu au printemps prochain.

Il ne s'agit rien moins que d'une fête d'art organisée par Mme la marquise de Ganay, à qui l'on dut, l'an dernier, l'inoubliable émouvante des « Cent pastels ».

Qui n'aurait juré alors qu'il était impossible de refaire un autre miracle aussi beau ? Mais du moment que la marquise de Ganay l'a décidé, il faut s'attendre à toutes les surprises.

Cette fois, ce seraient les plus précieux dessins et aquarelles du dix-huitième et du dix-neuvième siècle qui seraient rassemblés. Rien que ce simple énoncé vous ouvrira sans doute des horizons d'une singulière beauté.

Y aura-t-il quelques sculptures ? Cela n'est pas encore décidé, mais il est vraisemblable que certains amateurs d'art voudront voir ajouter, à l'attrait des dessins, certains morceaux de statuaire comme seule la baguette de cette bonne fée qu'est la marquise de Ganay en peut faire sortir des sanctuaires les plus inaccessibles.

A quoi tient l'immortalité ? Un petit détail de la dernière séance de l'Académie française qui a son importance et qui mérite d'être noté dans la chronique de l'Institut.

M. Paul Deschanel faillit ne pas prendre part au scrutin pour l'élection du successeur du cardinal Mathieu.

Il arriva à la séance seulement lorsqu'il était commencé, et donna son bulletin tout juste à temps pour déplacer la majorité. Il avait été retenu chez lui par la naissance de son fils.

Si cette naissance s'était produite quelques instants plus tard, le nombre des académiciens votants restait au chiffre de 31 et la majorité était de 16 voix.

On, ces 16 voix, Mgr de Cabrières les obtint au troisième tour.

Mais M. Paul Deschanel était venu, et son arrivée portait à 17 voix la majorité requise, le nombre des votants, lui présent, étant de 32.

En sorte que, si le fils de M. Paul Deschanel était venu au monde une heure plus tard, Mgr de Cabrières serait entré depuis trois jours dans l'immortalité.

Un sous-agent traduit devant le Conseil de discipline des P. T. T. a produit cette considération :

« Je suis heureux de ne trouver au-

jourd'hui devant vous, car ma comparaison compose la troisième phase de ma vie administrative. Je suis venu ici, en effet, comme juge, comme défenseur et aujourd'hui comme inculpé. »

C'est assurément une vie administrative bien remplie et c'est été de l'exigence que d'imposer à ce sous-agent une phase supplémentaire pour l'expédition de nos lettres...

Une omission heureusement réparée. Dans son compte rendu de la délicieuse exposition de Bagatelle, notre collaborateur Arsène Alexandre regrettaient que l'on n'eût pas fait figurer, parmi les portraits contemporains, une seule œuvre d'Eugène Carrière, qui fut un des plus glorieux artistes de la Société nationale.

Cette lacune aujourd'hui n'existe plus. Un admirable portrait de femme de ce maître figure maintenant dans cette si brillante réunion.

Il faut en féliciter M. L. Gillot, qui a déployé, comme organisateur de l'exposition de Bagatelle, beaucoup de goût, d'activité et de zèle.

PETITES HISTOIRES

On a cette année reculé le Grand Prix au 27 juin, dans le but, infiniment louable, de prolonger la « saison » parisienne.

La mesure est généralement approuvée. Mais est-elle suffisante ? N'y aurait-il pas lieu de l'étendre à d'autres jours aussi consacrés que celui de la grande épreuve sportive ? Nous en sommes persuadés. Aussi invitons-nous tous ceux de nos lecteurs que la question intéresse, tous ceux qui désirent retourner à Paris nos hôtes étrangers à retarder autant que possible le fastidieux départ pour les eaux, la mer, les champs et les grèves, autres que celles de la C. G. T., à se joindre à nous pour demander au gouvernement de reculer le 14 juillet. — PALÉMON.

On va restituer à Versailles, pour quelques semaines seulement, les fameux tapis de la Savonnerie que Louis XIV avait commandés aux Gobelins pour ses grands appartements, qui faisaient l'admiration de Saint-Simon et qui feront certainement aussi la nôtre.

Ces pièces merveilleuses, dont l'une ne mesure pas moins de 25 mètres de longueur, ont été gardées pendant près de deux siècles, avec des soins infinis, dans les réserves du Mobilier national. Elles sont à l'heure actuelle en parfait état de conservation.

Une seule-était connue d'un certain nombre de personnes : celle qui fut placée dans la galerie de Compiègne pendant le séjour que firent au château l'Empereur et l'Impératrice de Russie.

C'est dans la grande galerie des Batilles que seront exposés les « tapis du roi ». Pendant cette exposition les murs seront tendus d'une vingtaine de tapisseries des Gobelins, choisies dans les séries du règne de Louis XIV, et qui n'avaient jamais été présentées au public.

Selma Kurz, la grande cantatrice de l'Autriche-Hongrie, l'étoile favorite de Vienne, arrive aujourd'hui à Paris, tout exprès pour une bonne œuvre à laquelle s'intéressent plusieurs membres de notre brillante colonie étrangère.

Selma Kurz vient chanter au profit de l'hôpital libre gratuit du Perpetuel Secours, qui est placé sous le patronage de la duchesse de Cambray.

Ce concert, qui sera magnifique, est fixé au 18 juin, à huit heures du soir, à l'Opéra. Nous aurons d'ailleurs à en reparler.

Lulli aura, cette année, les honneurs des concerts en plein vent du Ranelagh. Est-ce à M. Chéron qu'on en doit l'initiative ? Nous ne saurions le dire. Mais on étudie Lulli dans plusieurs des musiques régimentaires désignées pour les concerts estivaux du Ranelagh.

Et ce sera pour le célèbre musicien un retour au passé.

Le sieur Morisan, en effet, premier tenancier du « Café du Ranelagh », sous Louis XV, avait obtenu du maréchal de Soubise, alors gouverneur du château de la Muette, la licence de donner dans son établissement des concerts et des bals, où l'on jouerait surtout de la musique de Lulli, musicien favori du maréchal.

Ces concerts eurent un succès fou, que constate Dumersan dans son *Épître à Passy* :

Nous y voyons et la Cour et la Ville
Dans un délire accourir à la fête...

La vogue du Ranelagh fut à son comble quand Marie-Antoinette, quelques années plus tard, parut au bal qu'on donnait le jeudi dans le « café » de Morisan :

Au Ranelagh on change de folie
Et Terpsichore y fait fureur à l'Opéra.

L'auteur de l'*Épître à Passy* note d'ailleurs, toujours en vers, que le public du Ranelagh est des plus élégants, et que « l'étiquette » règne dans le café de Morisan autant que la musique de Lulli.

C'est donc une petite Renaissance charmante du dix-huitième siècle qu'on nous prépare en ce coin de Paris.

Voici, au sujet du pont d'Iéna, dont nous avons récemment parlé, quelques détails historiques intéressants. Le pont, commencé en 1806, était à peine terminé en 1814 lors de l'entrée des alliés. Bliicher fit prévenir le roi Louis XVIII, qu'en raison des souvenirs qu'il rappelait, le pont allait sauter.

Soit, répondit le roi de France à l'émis-saire qui lui avait été envoyé. Seulement, vous préviendrez S. E. le feld-maréchal que lorsque ses soldats viendront le faire sauter, ils ne trouveront sur le pont d'Iéna.

Cette héroïque attitude fit renoncer au projet. Seules les aigles sculptées sur les

pilliers furent enlevées et le pont prit le nom de pont des Invalides.

En 1830, on lui rendit son vieux nom. Quant aux aigles, elles furent remplacées en 1852, et depuis il a coulé beaucoup d'eau sous le pont !

Une toilette qui ne passera pas inaperçue aujourd'hui à Longchamp, c'est le costume de courses qu'un grand cou-turier parisien a créé pour une de nos plus jolies étrangères ; il est en tussor chartré, la robe princesse, une des côtés, plissée devant et dans le dos avec entre-deux teints formant empiècement carré ; motifs de broderie de plusieurs tons de soie sur toile écorée avec dépassant de satin noir, intérieur de linon brodé. Jaquette longue en même tussor, garnie d'entre-deux chartré. Col, parements et boutons de satin noir. Signé : Laferrère.

Hors Paris

La momie fatale.

Le British Museum vient d'acquiescer une momie de princesse égyptienne qui semble être un objet de « guigne » perpétuelle. L'Arabe qui en fut le premier acquéreur se ruina et mourut d'une congestion, tandis que les trois hommes qui la transportèrent chez lui succombèrent coup sur coup du fait de malades inexplicables. Plus tard, un premier photographe qui

du manifeste dans lequel le Sultan remercie l'armée et la marine des services rendus. Chék-pacha a répondu en remerciant le Sultan. (New York Herald.)

La question crétoise

Vienne, 29 mai.
On mande de Rome à la *Zeit*, d'après un diplomate particulièrement renseigné, que la question crétoise sera mise sur le tapis après le départ des troupes des puissances protectrices, en juillet prochain; cela serait d'autant plus nécessaire que l'opinion publique en Grèce aurait tendance à rendre la famille royale responsable d'un nouvel ajournement.

Le correspondant ajoute que les rois d'Angleterre et d'Italie se sont mis d'accord, lors de leur récente entrevue, pour intervenir à Constantinople, au moment voulu, dans le sens des desiderata de la Grèce et de l'appui de l'Allemagne et de l'Autriche leur serait acquis.

On craint pourtant une résistance intraitable de la part de l'armée turque.

L'Autriche et l'Italie

Rome, 29 mai.
Les informations de Vienne prétendent que le gouvernement autrichien participerait à l'exposition jubilaire de 1911 parce que le gouvernement italien lui avait donné la promesse formelle qu'il ne se produirait aucune manifestation pouvant blesser l'Autriche, ont provoqué le mécontentement.

Le *Giornale d'Italia* reproche au gouvernement d'avoir soumis le programme des cérémonies au gouvernement de Vienne, et il conclut que ce fut une générosité inconséquente ou peut-être voulue. (Havas.)

Au Maroc

Tanger, 29 mai.
On mande de Foz que la mahallah chrétienne a complètement vaincu les Beni-M'tir dissidents qui ont demandé l'amn.

Monley-Kéhan a écrit à Monley-Had pour solliciter son pardon, en disant qu'il s'était enlevé parce qu'il craignait d'être mal reçu à son arrivée, mais qu'il pensait que maintenant, les dispositions de son frère étaient meilleures.

Les deux Allemands qui avaient été capturés dans le Sous sont arrivés hier à Mogador, après avoir été remis en liberté.

Les tarifs américains

Washington, 29 mai.
Au cours de la discussion des tarifs douaniers, au Sénat, M. Aldrich s'est élevé contre les efforts « impertinents » du gouvernement allemand pour influencer la législation douanière des États-Unis, en fournissant des renseignements sur les salaires des ouvriers allemands.

M. Morgan a ajouté que les industriels allemands cherchent à influencer le Congrès par l'intermédiaire du gouvernement allemand et des importateurs américains de marchandises allemandes.

COURTES DÉPÊCHES

— L'infant Ferdinand d'Espagne est arrivé à Vienne pour remettre à François-Joseph les insignes de la dignité de maréchal de l'armée espagnole et à l'archiduc héritier l'uniforme du régiment de cavalerie espagnole « Lusitania ».

— Le comte Gallina, ambassadeur à Paris, est arrivé à Rome.

— M. Isvolsky, ministre des affaires étrangères de Russie, est arrivé hier matin à Berlin.

— Un télégramme de Constantinople que le gouvernement français a demandé l'agrément de la Porte à la nomination de M. Bompard, comme ambassadeur à Constantinople.

— Une note officielle publiée par la *Tri-buna* dément la nouvelle d'une prochaine entrevue entre le prince de Bâlow, le baron d'Erenthal et M. Tittoni.

— Le consulat général de Russie au Maroc va être dirigé en légation et un consul général russe va être créé à Prague.

— La Chambre italienne, après discussion d'une interpellation de M. Barzilani, a repoussé un ordre du jour hostile au ministère Giolitti.

— Le Parlement danois est convoqué en session extraordinaire pour le 9 juin.

— Les ministres d'Allemagne et de Belgique à Sofia ont présenté hier leurs lettres de créance au roi Ferdinand.

— L'*Osservatore Romano* a publié hier une lettre apostolique instituant à Rome une faculté d'études bibliques.

— Un incident s'est produit à la frontière serbo-turque : une sentinelle serbe a été tuée. Une commission mixte a été chargée de faire une enquête.

— M. Pergament, l'un des membres les plus influents du groupe constitutionnel-démocrate de la Douma, contre lequel des poursuites étaient engagées, est mort subitement d'un anévrisme.

— La nouvelle Diète finlandaise se réunira le 1^{er} juin.

— Vingt-cinq élèves de l'école normale d'instituteurs d'Aix sont arrivés à Gènes.

— L'état du lieutenant Lianzu s'améliore rapidement; de nombreux officiers et sportsmen lui rendent visite chaque jour.

Figaro à Londres

LA COUR ET LA VILLE

Le roi, la Reine et la princesse Victoria ont quitté Londres, ce matin, se rendant à Gravel, chez lord et lady Alington, où leurs Majestés passeront les vacances de la Pentecôte.

Sir Walter Armstrong, conservateur du musée de peinture de Dublin, vient de découvrir un nouveau Gainsborough, le portrait d'un certain John Eld, qui depuis des années faisait le plus bel ornement de la salle du conseil de l'infirmerie de Stafford. — J. GOURRIER.

Les différents comités chargés de l'organisation de la grande fête de charité franco-britannique qui doit avoir lieu à Londres du 9 au 14 juin siègent presque en permanence.

La décoration de l'immense hall qui fut le palais de Canada a été confiée à un peintre décorateur du plus grand talent, M. Turpin, qui créa jadis les décors inoubliables des fêtes du Woodworth, données par S. A. R. le duc d'Orléans à l'occasion du mariage de la Princesse sa sœur.

M. Turpin résidera au coin du château et du parc de Versailles, qui fera pendant au château de Hampton Court, ce chef-d'œuvre d'architecture anglaise. Autour de ces deux reconstructions monumentales, des rues moyennages, françaises d'un côté, anglaises de l'autre, évoqueront une cité pittoresque des deux pays. Des boutiques et des échoppes seront transformées en comptoirs où vendront les dames patronesses françaises et anglaises qui ont bien voulu accorder leur précieux concours à cette bonne œuvre.

Il ne suffira de citer le nom des dames patronesses composant le comité parisien pour donner une idée de l'intérêt profond que porte la haute société française à cette fête de charité franco-anglaise :

Marquise de Broglie, marquise de Clermont-Tonnerre, Mme Flaugnac, Mme Frank-Puaux, comtesse de Franqueville, marquise de Ganay.

Mme Gervex, marquise d'Harcourt, comtesse d'Haussonville, marquise de Jacquot, Mme Madeleine Lemaire, S. A. R. la princesse Murat, marquise de Noailles, Mme Stephen Pichon, duchesse de Rohan, baronne James de Rothschild, Mme Eugène Schneider, Mme Jules Siegfried, Mme Louis Stern, princesse de Tarente.

J'ajouterai que la comtesse douairière de Chesterfield a bien voulu se charger d'organiser le comité des dames patronesses anglaises, et que la baronne Mercier de Losange, la charmante femme de l'attaché naval de l'ambassade de France, a réuni en un comité spécial toute la colonie française de Londres pour mener à bien, de ce côté-ci du détroit, la participation française à ce colossal « bazaar ». — J. GOURRIER.

Le cheval *William IV* ira sûrement remplir son engagement dans le Grand Prix de Paris. Il sera monté par Higgs.

Figaro en Belgique

LE DUEL ET L'HONNEUR MILITAIRE

On fait beaucoup de bruit depuis quelques heures au sujet d'un incident qui soulève toute la question de l'honneur militaire dans ses rapports avec le duel. Il paraît qu'un jeune aspirant officier de l'Ecole militaire ayant été souffleté par un camarade, a invoqué ses convictions religieuses pour se dispenser de convoyer ses témoins à l'agresseur. Conspué par ses camarades, il a été sévèrement jugé par ses chefs qui l'ont amené à donner sa démission, à briser sa carrière, par une lettre, déclarant qu'il ne se sentait décidément point la vocation militaire.

L'opinion s'émue et apprécie le fait de deux façons contradictoires : les uns reprochent vivement au principal intéressé d'avoir subi un outrage, sans le laver par un duel qui l'égale, affirmant-ils, ne réproche pas, dans l'issue duquel eût recherché même autrui, le jugement de Dieu ; les autres blâment vivement les officiers supérieurs qui ont brisé l'avenir militaire d'un jeune homme coupable simplement de n'avoir pas donné à la loi même réproche. L'affaire donnera lieu, dit-on, à une interpellation parlementaire qui ne manquera pas d'intéresser au point de vue des principes engagés. — G. H.

NECROLOGIE

M. Emile Agniesz, compositeur belge, professeur de la classe d'orchestre au Conservatoire de Bruxelles, est mort aujourd'hui. — G. HARRY.

Amérique latine

DANS L'ARGENTINE

Buenos-Aires, 29 mai.
Inauguration. — Aujourd'hui a eu lieu l'inauguration de la Grande Ecole Industrielle Nationale, en présence du Président de la République, M. Figueroa Alcorta.

Décès. — M. Martinez, ancien gouverneur de Corrientes, vient de s'éteindre.

Recensement. — Le recensement scolaire de la République vient d'être établi avec succès.

Les fêtes de mai. — Les fêtes commémorant la révolution de mai, ont été célébrées au milieu de l'enthousiasme et de l'animation générale.

Le gouvernement de la province de Buenos-Aires. — M. Maximo Paz est le candidat présumé, comme gouverneur de la province de Buenos-Aires.

Chemins de fer. — Le coût du chemin de fer de La Plata à Meridiano est estimé à environ 50 millions de francs.

L'enterrement de M. Mitre. — L'enterrement de M. Emilio Mitre a revêtu le caractère d'une grande manifestation de deuil national.

Départ du Président. — Le Président de la République partira demain à destination de Puerto Militar, afin d'assister à une grande revue navale.

Le change. — Le cours du change, pour les traites à quatre-vingt-dix jours de vue, est à 5 0475, et pour les transferts télégraphiques à 5 01.

L'escompte. — Le taux de l'escompte oscille entre 6 et 7 00.

AU BRÉSIL

Rio-de-Janeiro, 27 mai.
Le maréchal Hermès da Fonseca, qui, on le sait, a été désigné comme candidat à la présidence de la République, a donné sa démission de ministre de la guerre.

Il sera remplacé par le général Mendes de Moraes, chef d'état-major général de l'armée.

Les Massacres d'Arméniens

EN ASIE MINEURE

Nous recevons de l'évêque arménien d'Adana la lettre suivante que nous nous faisons un devoir de publier. L'évêque répond à une très intéressante correspondance d'un officier de marine français qui était arrivé sur les lieux, au lendemain même des massacres.

Notre compatriote, se faisant l'écho d'un bruit recueilli sur place, disait que les Arméniens avaient irrité les Turcs par leurs imprudentes provocations et déterminé ainsi une explosion de fanatisme musulman.

L'évêque arménien réfute vigoureusement cette insinuation.

Quelle que soit d'ailleurs la vérité sur ce point, et même si les Arméniens s'étaient rendus coupables de quelques imprudences, il est certain qu'elles n'excusent à aucun degré la sauvagerie et la féroce de la population musulmane. Des milliers dans le genre de celles qui viennent de se produire à Adana et en d'autres villes d'Asie Mineure révoltent la conscience civilisée et sont odieuses à l'Europe; elles ont, je ne sais quel abominable relent du régime hamidien, et les jeunes Turcs, destructeurs de ce régime, ont le devoir de tout mettre en œuvre pour que rien d'analogue ne puisse se produire à l'avenir.

Le Caïre, 18 mai 1909.

Monsieur le Rédacteur cher,

Le *Figaro* du 7 mai a publié une lettre écrite par un officier de marine, servant à bord des navires de guerre français envoyés dans les eaux ottomanes ; l'auteur de la lettre, en rendant compte des massacres d'Adana, attribue aux Arméniens, victimes de la plus atroce des turqueries, et à leur infamie, le rôle qui leur est juste le contraire de la vérité. Je ne conteste nullement la bonne foi de votre correspondant occasionnel ; mais je constate qu'ayant puisé ces informations à des sources turques, car aucun chrétien n'aurait pu approcher en ces jours de terreur un officier étranger, il reflète naturellement la version officielle mise en circulation par les organisateurs même des massacres.

Aussi bien c'est à l'attaché une très grande valeur aux excuses inadmissibles auxquelles se cramponnent les autorités réactionnaires de la province que de parler de prétendues provocations des Arméniens, quand on admet, comme le fait votre correspondant, que l'incendie était prémédité depuis longtemps et qu'on en a hâté l'exécution sur un mot d'ordre venu de Constantinople.

Partout en Turquie, et notamment dans mon diocèse, les Arméniens avaient accepté avec joie et reconnaissance le régime constitutionnel et leur loyalisme a été reconnu dans des circonstances officielles par les chefs du mouvement libéral. Les sentiments que nous éprouvons vis-à-vis du nouveau régime se manifestent dans ce fait que la plupart des membres du comité local de l'Union et Progrès appartiennent à l'élite de la population arménienne d'Adana ; il ne serait pas surprenant de noter qu'il n'existe pas de théâtre à Adana ; deux ou trois représentations de bienfaisance ont été données, mais aucune pièce ne met en présence des Arméniens et des Turcs. Quant à l'enseignement donné dans nos écoles, il s'est toujours inspiré de l'esprit de paix et de concorde ; il ne pourrait pas en être autrement, car en dehors de la surveillance qu'exercent nos autorités ecclésiastiques, celle du gouvernement très sévère, aurait suffi à traduire en Cour d'assises tout instituteur qui se serait permis de pousser ses élèves à la haine des Turcs.

Mais il devient évident aujourd'hui que d'autres sentiments prévalaient dans les milieux officiels de la réaction, représentée par un ancien secrétaire du sultan Abdul-Hamid, nommé gouverneur général par le commandant militaire, ennemi juré des Arméniens, et par quelques notables habitués à exploiter les abus de l'ancien régime ; ces gens-là guettaient une occasion de se venger par une hécatombe arménienne du changement survenu dans le régime du pays. Dès le premier jour, ils avaient représenté ce changement comme une concession faite aux chrétiens, aux Arméniens particulièrement. Ils avaient propagé dans la population ignorante cette opinion saugrenue que la proclamation de la Constitution équivalait à l'octroi de l'autonomie aux Arméniens. Certes, les masses se préparaient et nous étions partiellement au courant de ce qui s'organisait. J'ai, dès le 23 janvier 1908, signalé le danger au grand vizir, aux ministères de l'intérieur et de la justice, au président du Sénat et de la Chambre et au gouverneur général dans un mémoire qui a été rendu public par la presse de Constantinople ; et Sa Bonté le patriarche de Cilicie en avait fait autant dans une dépêche officielle qu'il a adressée au mois d'octobre 1908 à la Sublime-Porte. Faut-il que je parle aussi des récentes publications d'un journal turc publié à Adana, l'*Idrak*, qui se fait l'écho fidèle du motif politique qui aurait poussé quelques soi-disant patriotes turcs à encourager l'extermination des Arméniens. L'état florissant de cette communauté dans la province leur aurait fait soupçonner de futures éventualités qu'ils auraient décidé de prévenir par le sabre. Ces choses-là s'impriment en plein vingtième siècle et toute personne soucieuse d'établir la vérité peut les lire.

Les auteurs des massacres cherchent à m'attribuer un rôle que mon sacerdoce seul suffisait à éloigner de moi. Consistent de la responsabilité qui m'incombait, en ma qualité de chef spirituel, j'ai fait tout ce que je pouvais pour conjurer le danger imminent. Ministre de la paix, je ne pouvais pas prêcher la guerre sainte ou l'extermination des Turcs, comme on le dit à votre correspondant.

Dans une lettre pastorale datée du 7 novembre dernier, que la presse arménienne avait publiée *in extenso*, je recommandais à mes ouailles d'oublier le passé, dont le régime de despotisme seul était responsable et de faire acte de loyalisme envers le nouveau régime en resserrant les liens de fraternité avec leurs compatriotes turcs. Mais je n'ai pas osé m'opposer aux mesures de vigilance que des particuliers terrorisés pouvaient prendre en présence de l'insécurité générale et de la désagrégation gouvernementale ; je ne pouvais pas le faire en toute conscience. Un peu plus rassuré en ces derniers temps je me trouvais depuis un mois en mission pastorale en Egypte pour demander l'assistance des notabilités arméniennes de ce pays afin d'ouvrir à Adana une école pratique d'agriculture, quand les nouvelles des massacres m'y ont surpris ; il est donc inexact de dire que j'aurais pris la fuite au moment des massacres.

Tels sont les faits ; c'est offenser la mémoire de 30,000 Arméniens, jeunes gens, vieillards, femmes, enfants, qui ont été passés au fil de l'épée ou ont été brûlés vifs, que de parler de provocation arménienne. Celles-ci n'ont jamais existé. Rien ne pourrait d'ailleurs excuser de pareilles turberies sauvages.

J'ai l'honneur, monsieur le rédacteur en chef, de vous présenter, etc.

† MOUTEKCH, évêque-prélat des Arméniens d'Adana.

NOTES D'UN PARISIEN

39 ANS APRÈS

HEUREUX l'homme d'Etat qui survit assez à aux coups de la fortune pour atteindre par sa parole une quasi-postérité ! La génération née quelque temps après la guerre fut élevée dans la colère et, — on peut le dire, car le mot n'est pas trop fort, — dans la haine contre M. Emile Ollivier : c'était lui l'« homme néfaste », le grand responsable de la catastrophe française. Les enfants doivent croire en tout leurs parents. Et les parents étaient sincères : beaucoup d'entre eux n'ont jamais pardonné à M. Emile Ollivier la séduisante et abominable légende du « cœur léger ».

Bien rares étaient les jeunes historiens qui, scrupuleux et inquiets, avaient eu la curiosité de rechercher eux-mêmes, dans les débats du Corps législatif, la phrase entière « encadrant » le « cœur léger ». Là, ils avaient vu, avec stupeur, que sur ce texte pourtant si clair, leurs parents avaient commis et amplifié un contresens.

Depuis trente-neuf ans, ce contresens a pesé sur M. Emile Ollivier. Mais, si en a longtemps souffert dans la retraite, il obtient enfin la consolation de pouvoir parler librement à ceux dont la liberté d'esprit est entière.

Et qui donc, au reste, — fût-ce parmi les adversaires de M. Emile Ollivier qui se croyaient les plus fermes, — n'a senti son jugement vaciller, à lire les lumineux souvenirs que publie en ce moment la *Revue des Deux Mondes*, et n'est demandé avec émoi si, depuis trente-neuf ans, une iniquité politique ne fut pas commise ?

Au fond d'un scandale

CONTRIBUTION A L'ENQUÊTE

On a grossi jusqu'au grotesque le minuscule incident de l'usine d'Unieux, vieux de deux ans, et que les documents qu'on va lire ramènent définitivement à leur exacte proportion.

Rentré hier matin d'un voyage à l'étranger, M. Marcel Holtzer, seul gérant, depuis la mort de M. Ménard-Dorian, des établissements J. Holtzer d'Unieux, nous adresse, au nom de la Société, cette lettre :

« Il est exact que M. Boucoiran, chef du service commercial de la Société, alors qu'il distribuait au personnel de l'usine les gratifications de fin d'année, en janvier 1907, a offert une gratification de deux cents francs à M. Ravilly.

M. Ravilly, qui était, à cette époque, contrôleur de la marine aux aciéries de Firminy, se trouva chargé par surcroît, du 1^{er} avril 1906 à fin janvier 1907, du contrôle des usines d'Unieux. Le fait en question se produisit donc au moment où, par suite de la désignation de son successeur, M. Ravilly se préparait à quitter l'usine.

M. Ménard-Dorian, mis au courant de l'incident par le ministre de la marine, demanda des explications à M. Boucoiran, qui lui répondit par la lettre suivante en date du 22 janvier 1907 :

« Cher monsieur,
La matérialité du fait signalé à M. le ministre de la marine est exacte, mais le contrôleur aurait dû donner les raisons que j'avais invoquées pour justifier ma proposition si mal jugée par l'honorable ministre.

Depuis de longs mois, un seul contrôleur assure le service des aciéries de Firminy et d'Unieux ; il en résulte pour lui un surcroît de travail qui l'oblige très souvent à prolonger son séjour à l'usine, afin d'activer l'exécution des commandes qui nous sont confiées.

Je le lui ai dit et il m'a répondu textuellement ceci :

« J'ai fait cela par dessus le marché. J'ai ajouté qu'il ne devait voir dans ma démarche aucun motif de pression pour l'engager à ne pas faire, comme par le passé, scrupuleusement son devoir.

Je suis désolé, cher monsieur, que mon initiative toute personnelle, vous ait attiré les reproches de M. le ministre. Veuillez bien croire que j'ai agi de la sorte, et n'avais aucune intention malhonnête, mais le désir, que je croyais légitime, de dédommager un agent pour son travail supplémentaire et ses frais de déplacements me l'a fait faire.

J'ai dit aussi que des gratifications étaient distribuées, en janvier, aux employés de l'usine, lorsque la besogne était considérable, ce qui est le cas cette année.

Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

Boucoiran.

M. Boucoiran ajouta verbalement cette observation, qu'il était bien évident que s'il avait eu la moindre intention de circonvenir M. Ravilly, il n'aurait pas choisi le moment où celui-ci terminait son service.

Voilà donc à quoi se réduit le « Scandale de la marine ».

Les papiers de M. Dupont

Le commandant Archimbaud, commissaire du gouvernement, et le lieutenant de vaisseau Bigant, rapporteur près le Conseil de guerre permanent de Cherbourg, ont continué hier durant toute la journée à inventorier les papiers saisis chez M. Dupont. Cet examen sera suspendu pendant les fêtes de la Pentecôte et repris mardi matin. On suppose que l'instruction ouverte pourrait durer plusieurs jours, et que ce n'est pas avant la fin de la semaine, et peut-être même au commencement de la semaine prochaine, que la commission d'enquête de la marine pourra être informée par le ministre de la marine des résultats de l'instruction.

Autour de la politique

Au ministère de l'intérieur

M. Clemenceau, président du Conseil, est parti hier dans l'après-midi pour Bernoville. Il rentrera à Paris mardi matin.

Le mouvement préfectoral

Un mouvement préfectoral est en préparation au ministère de l'intérieur et sera soumis à la signature du Président de la République dans le prochain Conseil.

Ce mouvement, qui est assez étendu, a pour point de départ l'admission à la retraite de M. Sagebien, préfet d'Ille-et-Vilaine, et l'entrée dans les finances d'un autre préfet.

Seront notamment compris dans le mouvement les préfètes des Hautes et Basses-Pyrénées, de l'Ariège et du Tarn.

M. Boudet, préfet de l'Ariège, sera appelé dans un département du Sud-Est. M. Giraud, préfet du Tarn, sera déplacé avec avancement.

A. A.

JOURNAUX ET REVUES

L'unité

L'*Aurore*, avec M. Maxime Vuillaume, considère qu'à la Confédération du travail on ne s'entend guère, puisque le citoyen Niel a donné sa démission dans les conditions qu'on a vues. La scission, dit M. Vuillaume, est complète.

Il cite quelques lignes de la lettre du citoyen Niel : « Parti pris cynique, intolérance brutale, méchanceté préméditée ». Evidemment, voilà le langage de personnes qui ne vivent pas en bonne intelligence.

Le citoyen Jaurès a, lui aussi, lu la lettre du citoyen Niel. Seulement, il n'y a pas vu ce qu'il soulignait M. Maxime Vuillaume. Il y a vu tout autre chose ; et même, il y a vu le contraire.

Ce qui y ramène, lui, et ce qu'il signale dans l'*Humanité*, c'est la « volonté unitaire » du citoyen Niel. Si le citoyen Niel est parti, c'est afin de travailler avec ses amis, « non à affaiblir, mais à fortifier la nécessaire unité syndicale ».

Quelle aventure !... Et qu'il est donc agréable de voir un petit fait de la vie contemporaine jugé si diversement par diverses personnes que les réalités ne gênent pas !... M. Vuillaume, radical, veut que la Confédération du travail se disloque ; le citoyen Jaurès ne le veut pas. Là-dessus, le citoyen Niel donne sa démission. M. Maxime Vuillaume en conclut que la Confédération du travail est disloquée ; et le citoyen Jaurès en conclut, de son côté, que l'unité est, à la Confédération du travail, plus forte que jamais.

Ainsi, chacun est bien content. Voilà les malentendus qu'il y a. Ils sont un peu comiques.

Qui a raison ?... Le citoyen Jaurès et M. Maxime Vuillaume. Ils ont tous les deux raison, puisqu'ils sont, l'un et l'autre, fort satisfaits. On aurait tort de les contrarier. Ce serait sans profit pour

personne ; et, de cette manière, socialistes et radicaux, sentant de mieux en mieux que leur bisbille ne finira pas de s'élargir, renonceraient sans doute à leur vieux et horrible bloc.

André Beauquier.

La Presse de ce matin

LA POLITIQUE

Le Gaulois :

« Quoi qu'on pense l'Union républicaine, la Confédération générale du travail, la grève des inscrits, la destruction des inscrits maritimes, ce sont les effets prévus, inévitables d'une cause première que l'on ne veut pas rechercher, parce qu'on n'a pas le courage d'y porter hardiment le feu ».

Les néo-réacteurs de la République posent des cataplasmes sur les points où ils démentent de dangereuses inflammations, mais ce qu'il faut aujourd'hui pour guérir le mal dont la France meurt, c'est une opération chirurgicale profonde, et ce n'est pas avec des potions émollientes qu'on purifiera son sang, qu'on lui rendra les forces perdues.

La Petite République :

A propos de la grève des inscrits maritimes :

« A quel bon se le dissimuler ? C'est vers les grandes questions économiques que l'attention de la démocratie et de ceux qui ont charge des affaires publiques doit exclusivement se porter aujourd'hui. Ces questions sont complexes, difficiles à résoudre ; raison de plus pour les examiner attentivement.

Il nous paraît impossible que nous restions plus longtemps dans un pareil désordre. Il faut agir, et promptement, si l'on ne veut pas que la richesse nationale soit compromise à jamais et l'activité commerciale et industrielle réduite à néant, au profit de nos concurrents.

NOTES ET SOUVENIRS

Le maréchal Lannes et la Chanson

Le maréchal Lannes, succombant aux blessures reçues à la seconde journée d'Essling, ne fut pas seulement pleuré par les orateurs officiels. Les chansonniers populaires — ce qui est le propre de la gloire — se firent les interprètes des regrets universels, car le duc de Montebello était fort aimé ; et sur le vieux Pont-Neuf, comme aux carrefours de la capitale, sur la place publique des villages ou dans les salles de cabarets les porte-courriers de gloire s'en furent, durant le mois de juin 1809, défilant dans des productions, sentimentales, les vertus du héros qui s'était tu.

On écoutait pieusement la complainte naïve, gauchement illuminée : quelques-uns l'achevaient, la gardaient religieusement d'abord, puis la jetaient en haut d'une armoire ou s'en servaient pour caler quelque meuble. C'est ainsi qu'un docteur en retour, il y a plusieurs années, quelques exemplaires froissés, jaunis, mais lisibles, qu'il publia dans une revue d'érudition.

Certes, dans les chansons que nous connaissons, « la rime n'est pas riche » et le style n'est pas fameux, mais quel est celui des généraux de Napoléon, tué à l'ennemi, qui peut se vanter d'avoir excité la verve de trois chansonniers populaires ?

L'un se nomme Leveau, dit Beauchant ; sa *Complainte au duc de Montebello* de S. Exe. le maréchal Lannes, duc de Montebello, a vingt-cinq couplets, et elle débute ainsi :

Nous, Français, versions des larmes,
Il n'est plus, Montebello,
Ce grand guerrier, ce héros (sic),
Faisant redouter ses armes !
Sa cuisse par un boulet
Fut emportée, en effet !

Et cela se chantait sur l'air du *Mar*

pages avec les marins de l'état, leur a rendu quelque espoir.

Voici maintenant des nouvelles du port :

Pour la grève :
Le *Lois C.* de la Compagnie Axel Busk et Cie, qui avait réussi à quitter notre port avec un équipage de fortune il y a quelques jours, est retourné à Marseille venant de La Nouvelle. Si tôt son arrivée une délégation est montée à bord et a réussi à faire mettre sac à terre à l'équipage.

Pour les communications :
Le contre-torpilleur *Coutelas* est parti à midi pour Port-Vendres afin de prendre le courrier postal à destination d'Oran, qui se trouve à bord du contre-torpilleur *Cogée*.

La *Cogée* a dû relâcher à Port-Vendres par suite d'une avarie de machine. Le contre-torpilleur *Halbender* est parti à une heure avec le courrier postal à destination d'Alger.

Le contre-torpilleur *Carquois* est parti à la même heure avec le courrier postal à destination de Tunis.

Il y aura cette nuit, à cinq heures du matin, un départ pour Alger. C'est le *Sirius* de la Compagnie des vapeurs de charge français qui fera ce voyage avec un équipage composé en dehors des inscrits maritimes. Il emportera trois cents passagers. — Thomas.

AU HAVRE

La Havre, 29 mai.

Le paquebot transatlantique *La Provence* est parti ce soir à cinq heures et demie pour New-York, sans incident. Aucun marin ne manquait à bord.

A PARIS

Après une assez longue conférence entre MM. Clemenceau, Alfred Picard, ministre de la marine et Cruppi, ministre du commerce, qui a eu lieu hier dans la matinée au ministère de l'intérieur, le président du Conseil a convoqué les ministres en Conseil de cabinet à deux heures de l'après-midi.

Des résolutions définitives pour parer à la grève des inscrits maritimes ont été arrêtées.

Il a été décidé, conformément aux décisions antérieures prises par le conseil des ministres, notamment en décembre 1902, que le gouvernement, en vue d'assurer le service entre la France et l'Algérie, la Corse et la Tunisie, pour le transport des colis postaux, des passagers avec leurs bagages et des denrées périssables, fournira à titre provisoire aux armateurs, pour la conduite d'un certain nombre de bâtiments et en vue de la sauvegarde des intérêts publics en souffrance, le concours effectif des marins de l'état.

BUREAUX DE POSTE

ouverts le dimanche 30 mai

Rive droite

Arrondissements du centre

Hôtel des Postes, rue du Louvre et rue Etienne-Marcel ; Bourse du commerce (ouvert au service télégraphique jusqu'à midi seulement) ; hôtel Continental ; rue des Halles, 9 ; rue Clément-Marot, 12 ; boulevard Haussmann, 121 ; boulevard des Capucines, 13 ; rue Milton, 1 ; rue d'Enghien, 21 ; rue des Ecluses-Saint-Martin, 4 ; rue Réaumur, 47 ; boulevard Richard-Lenoir, 108 ; boulevard Beaumarchais, 68 ; boulevard du Palais (tribunal de commerce).

Le bureau de Paris n° 98 (palais de la Bourse) reste ouvert tous les dimanches et jours fériés au service télégraphique (service permanent de jour et de nuit).

Arrondissements de la périphérie

Rue Etard, 5 ; place Chopin ; rue de Billancourt, 31 ; rue Joffroy, 55 ; rue Saint-Ferdinand, 44 bis ; rue des Batignolles, 28 ; rue de Clignancourt, 70 ; rue Vanvauvargues, 1 ; rue Doudeauville, 4 ; rue d'Allemagne, 139 ; rue des Pyrénées, 200 ; rue de Bagneux, 55.

Rive gauche

Arrondissements du centre

Rue de Grenelle, 103 (service télégraphique permanent de jour et de nuit) ; avenue Duquesne ; rue des Saints-Pères, 22 ; rue de Valenciennes ; rue de Tournon, 20 ; rue Claude-Bernard, 77.

Le bureau n° 80 (rue Saint-Martin) reste ouvert tous les dimanches et jours fériés jusqu'à midi pour les opérations d'épargne.

Arrondissements de la périphérie

Avenue d'Italie, 27 ; avenue d'Orléans, 15 bis ; rue Blomet, 83.

AFFAIRES MILITAIRES

Ministère de la guerre. — Le colonel Bridoux, commandant le 2^e régiment de dragons, est nommé directeur de la cavalerie au ministère de la guerre.

Une course de ballons. — Une course de ballons dirigeable vient d'avoir lieu à Berlin entre le *Gross I* et le *Pasewalk II*. Les deux concurrents disposaient de trente minutes pour effectuer leur parcours. Ils marchèrent à la même vitesse et montrèrent des qualités à peu près égales. Cet exemple sera sans aucun doute suivi en France, où la différence des types de dirigeables donnerait au concours un surcroît d'intérêt.

L'Alliance franco-britannique

Les membres de l'association de l'Alliance franco-britannique, dont nous annonçons la prochaine venue à Paris, sont arrivés avant-hier soir, et tout de suite leur intimité a été mise à l'épreuve.

A peine avaient-ils pris leur dîner à l'hôtel qu'ils étaient conviés à se rendre dans plusieurs théâtres de Paris.

Hier matin, à la première heure, ils se trouvaient réunis à la manufacture des Gobelins, où le conservateur faisait passer sous leurs yeux éblouis les plus beaux bijoux de notre musée national.

« A midi, un excellent lunch les attendait, sur un des meilleurs bateaux-mouches, quai d'Austerlitz.

Parmi les nombreux passagers, nous avons remarqué :

Sir Archibald Geckie, sir William Richmond, colonel sir Robert Parkington, M. et Mme Montgomery, M. Hakluyt, Mme Boutwood, M. Addison, agent général de la Tasmanie ; docteur et Mme Hewitt, M. et Mme Scheyann, docteur Sunderland, docteur Dunne Grant, docteur et Mme David Sommerwill, commandant Suter, de la marine anglaise, et madame MM. Eversard, Smith et Lindup, avocats ; Mlle Dessaint, secrétaire de l'Alliance franco-britannique à Londres et directrice d'un grand collège de la capitale anglaise, le « Collège Franco-Britannique ».

notre confrère M. Henry Atkell et sa charmante fille, etc...

Du côté français :

MM. Delombré, ancien ministre, président de l'Alliance franco-britannique ; Bertin, ingénieur de la marine et membre de l'Institut ; Dourmantelle, M. et Mme Mlle Yves Guyot, Mme Benezec, Mme Kellermann, la distinguée pianiste, et Mlle Irma Dreyfus, la fondatrice de l'Alliance franco-britannique, qui a organisé le programme des fêtes en l'honneur de nos hôtes.

Nos hôtes furent conduits en bateau jusqu'à Sèvres, et ce fut une délicieuse promenade, favorisée par le soleil, qui permit aux Anglais d'apprécier les rives de la Seine, plus riantes, sinon plus jolies, que celles de la Tamise.

A Sèvres, on fit visite à la célèbre manufacture, que tous les étrangers se font un devoir d'étudier. Le conservateur leur en fit les honneurs avec une bonne grâce charmante. Le musée historique fut particulièrement apprécié par les membres de l'Alliance franco-britannique, qui purent admirer l'art de la poterie du seizième et du dix-huitième siècle.

Les produits modernes de la manufacture de Sèvres plurent infiniment moins, et tout en rendant justice au travail de nos ouvriers d'art, les Anglais estimèrent non sans raison que les dessins et les ornements ne révélaient aucun caractère artistique.

Rentrés à Paris tard dans la soirée, après le « five o'clock tea » traditionnel, ils assistèrent, dans la soirée, à une réunion artistique et littéraire des plus brillantes dans les salons du docteur Gaube du Gers, en son hôtel de la rue Balbu.

La princesse Baroloff, au cours de cette réunion, a obtenu le plus grand succès en chantant avec un vrai talent plusieurs pièces musicales.

Ainsi se termina — le plus agréablement du monde — la première journée des fêtes de l'Alliance franco-britannique.

M. L.

LE BANQUET

DE LA

Chambre de commerce britannique

Le banquet annuel de la Chambre de commerce britannique, qui a eu lieu hier soir à l'hôtel Continental, avec un décor particulier, sous la présidence de sir Walter Behrens, président de la chambre, — jamais peut-être, à Paris, n'avait eu lieu une manifestation aussi éclatante en l'honneur de l'entente cordiale.

Sir Francis Bertie, l'éminent ambassadeur d'Angleterre, y assistait.

Parmi les convives de marque :

Sir Samuel Evans, membre du Parlement et solliciteur général, poste qui correspond en France, celui de procureur général, avec un gros traitement en plus et une indépendance qui le place au-dessus des fluctuations parlementaires et ministérielles ; lady Evans ; sir William Holland, sir Albert Rolit, membres de la Chambre des communes ; sir Henry Astin Leys, attaché commercial à l'ambassade d'Angleterre ; M. le baron d'Estournelles de Constant, sénateur ; M. Georges Gagneur, député ; M. Monduit, président de la Chambre de commerce de Paris ; M. Pichon, chef du cabinet du ministre du commerce ; M. Dutasta, représentant du ministre des affaires étrangères ; sir John et lady Piller, M. De launay, conseiller d'état, directeur général des douanes ; M. Inglis, consul général ; lady Behrens, le révérend évêque Omsby et madame, M. Hector Labre, commissaire général du Canada en France ; M. L. Benet, président de la Chambre de commerce américaine à Paris ; le comte Trezza di Musella, président de la Chambre de commerce italienne ; M. Deutsch père, président de la Chambre de commerce austro-hongroise ; M. Ran, vice-président de la Chambre de commerce belge ; le comte Sabini, attaché commercial de l'ambassade d'Italie ; M. de Courtois, président du comité permanent du commerce extérieur ; le conseil général Churchill, Salmegbey, Mme Walton, etc., etc.

A l'heure des toasts, l'éloquence des orateurs s'est mise au service de l'entente cordiale franco-anglaise que chaque orateur a célébrée avec force et sincérité.

Le président de la Chambre britannique s'est levé le premier.

Son premier toast au Roi d'Angleterre et au Président de la République a été acclamé.

Quand il a levé son verre en prononçant ces mots : « The King » et le Président de la République française » ce furent des bravos frénétiques.

Lorsque sir Walter Behrens leva son verre en l'honneur du gouvernement français, tout en faisant l'éloge du ministère actuel, le président de la Chambre de commerce formula (quelques réserves, tout en louant les sentiments amicaux de M. Clemenceau :

« Qu'il nous soit permis, et au besoin pardonné, en raison même de la nature de notre mission qui est avant tout commerciale, de profiter de la présence de M. Pichon, chef du cabinet de M. Cruppi, ministre du commerce, pour lui faire part des appréhensions que cause au commerce anglais en général et à la Chambre de commerce britannique en particulier, le grand inconnu que nous réserve le projet de révision des tarifs douaniers français. Nous avons, cependant, une trop haute opinion de la clairvoyance et du jugement des hommes qui président aux affaires de la France pour ne pas espérer que cette opération, si elle est réalisée, ne le soit dans un sens de nature à ne porter aucun préjudice au développement des échanges commerciaux entre nos deux pays. Cette confiance dans les intentions bienveillantes du gouvernement français ne permet donc d'envier sans crainte cette question pourtant si grave.

M. Pichon, chef de cabinet de M. Cruppi, s'efforça de calmer les craintes anglaises en montrant que la France avait le désir de défendre ses propres intérêts, sans nuire aux intérêts de ses amis.

Puis on entendit encore sir Walter Behrens porter la santé des ministres anglais et sir Samuel Evans, membre du Parlement britannique lui répondit.

Le solliciteur général, sir Samuel Evans, est un ami de la France, et un ami de la paix. Il a prononcé en anglais un très beau discours, interrompu à chaque instant par des applaudissements répétés.

Pour lui, il n'y aura plus même de mal de mer à craindre. On n'aura plus à traverser le redoutable « channel ».

On le traversera en aéroplane.

Il a exprimé aussi un vœu — qui est le nôtre — il espère que le tarif postal entre la France et l'Angleterre sera d'ici peu réduit à 10 centimes par port de lettre.

Son collègue sir W.-H. Holland a parlé dans le même sens, et notre compatriote M. d'Estournelles de Constant, a répondu.

L'honorable sénateur de la Sarthe ne

veut pas être compris parmi les apôtres de la paix à tout prix. Mais néanmoins il plaide la cause de la paix — fondée sur le droit — avec un ardeur communicative.

Pour lui la guerre serait le signal d'un bouleversement social, et il ne veut pas de ce bouleversement. Il prêche la fraternité. On fait fête de toutes parts à l'orateur.

Sir Albert R. Rolit, membre du Parlement anglais, et M. Philippe Monduit, président de la Chambre de commerce de Paris, ont, à leur tour, parlé des intérêts commerciaux permanents de la France et de l'Angleterre, et enfin, dans les termes les plus galants, M. Walton a levé son verre en l'honneur des dames, nombreuses à ce banquet.

Je serais incomplet si je n'ajoutais pas que la musique de la garde républicaine a eu sa part dans le succès de cette soirée, et que sir Walter Behrens, dont elle a joué une « scène de ballet », n'a pas été seulement applaudi en qualité de président de la Chambre de commerce britannique, mais comme musicien délicat et distingué.

Maurice Leudet.

L'AFFAIRE MARIX

Depuis que la justice a commencé à s'occuper des agissements du capitaine Marix, c'est chaque jour une nouvelle surprise. Voilà qu'au moment où on s'y attendait le moins, hier, le nom du capitaine rapporteur surgit à la Cour d'appel.

C'est à la 9^e Chambre, présidée par M. Chérot : une jeune femme, brune, élégante, un collier de corail autour du cou, un immense chapeau à plumes sur la tête, prend place au banc des prévenus libérés ; c'est Mlle Jane Derval. Elle est accompagnée d'un jeune homme blond, distingué, M. Delpech. Tous deux sont cités par M. Léo Weil, bijoutier, qui leur reproche un abus de confiance. M. Léo Weil a fourni à la jeune artiste un collier de 20.000 francs. M. Delpech l'a payé à l'aide de billets. Puis le collier passa la Manche et alla échouer au mont-de-piété de Londres. M. Léo Weil voyait là un abus de confiance. Le Tribunal correctionnel avait acquitté Mlle Derval et M. Delpech et condamné M. Weil, pour abus de citation, à 500 francs de dommages-intérêts envers M. Delpech, et à 50 francs envers Mlle Derval.

L'affaire revenait hier devant la Cour. Qui se serait attendu à voir le nom du capitaine Marix mêlé à cette affaire de bijoux ! Il en est ainsi pourtant. Vive, rapide, ardente en ses explications devant la Cour, Mlle Derval, dont le grand chapeau s'agit, le doigt tendu vers M. Léo Weil, s'écrie :

« Mais il a été payé ! Il a reçu des billets. Il a même reçu deux mille francs pour faire exemplifier M. Delpech du service militaire ! Deux mille francs partagés avec M. Grenier et le capitaine Marix ! »

La Cour, aussi intéressée, écoute, attentive. Après plaidoirie de M^e Gaye pour M. Weil, et de M^e Droz et Lagasse pour les prévenus, la Cour s'empresse d'acquiescer à M. Delpech et Mlle Derval, mais abaisse à 1 franc le chiffre des dommages-intérêts que M. Weil devra leur payer. Pendant que les avocats plaident, un petit papier est remis par l'huissier à M. l'avocat général Sibon. Celui-ci le tend à M^e Droz : on convoque M. Delpech chez M. André, juge d'instruction.

Partant le soir même pour Dantz où il est employé, M. Delpech a demandé à être entendu tout de suite. A défaut de M. André, occupé à l'affaire Steinheil, sa déposition a été reçue par M. Blot, sous-chef de la Sûreté. Il lui a confirmé la déclaration de Mlle Derval.

M. Léo Weil, dit-il, s'est fait fort de me faire exemplifier du service militaire, moyennant 2.000 francs. Il m'a mis en rapport avec Grenier et avec le capitaine Marix. J'ai dîné avec eux et, au cours de ce dîner, j'ai versé les fonds.

Mais la réforme m'a été refusée et j'ai dû faire mon service au 161^e de ligne, à Saint-Mihiel.

Mlle Jane Derval sera ultérieurement entendue par M. André.

Un petit fait en faveur des personnages dont le nom figure dans les papiers saisis chez Marix et qui affirment ne pas le connaître.

M. André a trouvé dans les papiers une lettre signée d'un M. Th... artiste peintre. Mandé hier au service de la Sûreté pour fournir des explications, M. Th... a déclaré que sa signature était fautive.

Alors ?

Georges Griston.

LA JOURNÉE

Obsèques : Mme Adolphe Kaufmann (réunion au domicile, rue de la Boétie, 10 heures).

Congrès : Congrès national du Parti socialiste français (maison de la Libre Pensée, à Reims) ; Congrès national de la paix par le droit, sous la présidence de M. Léon Bourgeois et de M. d'Estournelles de Constant (à Reims).

La bienfaisance : Matinée en faveur des victimes du tremblement de terre de Portugal, organisée à l'abbaye de Gif par Mme Juliette Adam et la Société des Etudes portugaises de Paris (4 heures).

Fête : Régates organisées par la Ligue maritime française pour bateaux modèles (parc de Versailles, pièce d'eau des Suisses).

Reims. — Le drapeau dans le funier. — Aujourd'hui a comparu devant le Tribunal correctionnel l'antimilitariste et antipatriote militant Grimbert, disciple fidèle d'Hervé, poursuivi à la suite des incidents que voici :

En novembre dernier, pour manifester ses sentiments au passage d'un détachement de la 132^e de ligne dans sa maison, Grimbert planta dans un fumier placé dans sa cour, un simple grailage séparé de la route, un drapeau français.

Le lieutenant Russon, qui commandait le détachement, outré de ce spectacle, enjamba le grailage et leva le drapeau, tandis que Grimbert l'accablait d'injures.

Après une plaidoirie de M. Bonzon, Grimbert a été acquitté, car, le lieutenant du 132^e de ligne n'étant pas officier de police judiciaire, le Tribunal n'a pu retenir contre l'inculpé les injures à un représentant de l'autorité dans l'exercice de ses fonctions.

AVIS DIVERS

DECOLORATION A SEC des cheveux blancs par la *POUDRE CAPILLUS* de la Parfumerie Union, 31, rue du 4-Septembre.

gletterre, retour par la Hollande. Prix : 720 francs, tout compris.

2^e La *Norvège* et la *Spitzberg*. — Départ de Paris le 3 août, retour le 30, embarquement à Anvers. Prix : 1.450 francs, tout compris.

3^e Croisière de plaisir d'Ostende à Venise, en visitant Ryde, Biarritz, Lisbonne, Tanger, Gibraltar, Malaga, Alger, Naples, Palerme et Trieste, du 7 au 29 septembre. Prix : 630 à 830 francs.

Les programmes sont délivrés aux Voyages Dachein, 20, rue de Grammont, à Paris, où l'on peut s'inscrire.

Hygiène de la bouche et de l'estomac. — Après le repas, deux ou trois pastilles Vichy-Etat facilitent la digestion.

LES REVUES

La *Revue hebdomadaire*, numéro du 29 mai. — Ch. Lyon-Caen, docteur de l'Institut, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Paris : « Le Dépeuplement de la France » ; vicomte de Reiset : « La Légende de Maria Stella » ; Armand Praviel : « Le Cinquantenaire de Mireille » ; Louis Bertrand : « Les Bains de Phalère » ; Georges Delaquis : « Isadora Duncan » ; Emile Ripert : « Poésies » ; Paul Argy : « L'Aiguillon » ; Ch. Le Goffic : « Nos poètes ».

Dans son prochain numéro, la *Revue hebdomadaire* terminera son enquête sur le dépeuplement de la France en publiant un article de M. Joly, de l'Institut.

A paraître également, dans le prochain numéro, « La Déclaration du 16 juillet 1870 », par M. André Olivier, de l'Académie française.

Prix de l'abonnement : 12 mois, 20 francs ; 6 mois, 10 fr. 50 ; 3 mois, 5 fr. 75. — 8, rue Garancière, Paris.



Beaucoup de jeunes filles de notre ville doivent la bonne santé dont elles jouissent au fait qu'elles possèdent une main bien avisée, qui leur a fait prendre depuis l'âge de la formation, de temps en temps, les Pilules Pink. C'est à cet usage des Pilules Pink que ces jeunes filles doivent toutes leur bel aspect de santé, quelques-unes leur beauté remarquable. Elles ont un teint resplendissant qui indique que leur sang est pur, des couleurs vives aux joues et aux lèvres, des yeux brillants et vifs, une démarche capotante. Elles ne souffrent jamais de ces maux, brunes indigestions communes aux autres jeunes filles, indispositions peu graves, mais dont la fréquence finit par aggraver le caractère, chasser la bonne humeur et marquer le visage. Les Pilules Pink ont même procuré un tel équilibre à ces charmantes jeunes filles, que leurs époques sont d'une régularité parfaite et ne leur causent jamais aucun trouble. Elles pratiquent les sports, sont naturellement fêtées partout, les hommes recherchent leur société, aussi quelques-unes d'entre elles, bien que sans fortune, sont déjà assurées d'un beau mariage.

Les Pilules Pink sont indispensables à toutes les femmes, aux jeunes filles. La femme est faible physiquement, elle a presque toujours trop peu de sang, et les Pilules Pink donnent du sang avec chaque dose. Les Pilules Pink stimulent le fonctionnement de tous les organes, entretiennent l'appétit, favorisent les digestions, tonifient les nerfs. Leur action sur le sang et sur les nerfs leur permet de guérir les maladies suivantes : anémie, chlorose, neurasthénie, faiblesse générale, maux d'estomac, migraines, dépression nerveuse, névralgies, sciatique, rhumatismes, irrégularités, leucorrhée.

Elles sont en vente dans toutes les Pharmacies et auprès Pharmacie Gablin, 23, rue Balbu, Paris ; 3 fr. 50 la boîte, 17 fr. 50 les 6 boîtes, France.

Gazette des Tribunaux

TRIBUNAL DES RÉFÉRÉS : Le serrurier du boulevard.

Monseigneur de Paris — ou plutôt Monseigneur de France, car Anatole Deibler est le seul bourgeois, — **Monseigneur de Paris** a un procès. Le bourgeois, à l'horreur et le lien de l'association humaine, disait jadis Joseph de Maistre, est fait comme nous extérieurement, il nait comme nous. Il aurait pu ajouter : il plaide comme nous. M. Deibler avait hier une difficulté avec son serrurier, M. Marcquail, qui lui réclamait 900 francs de fournitures et avait même mis opposition, au ministère des finances, sur le traitement du bourgeois.

En référé, M. Deibler, disant qu'il fallait raccourcir cette note exagérée et ne devait que 600 francs à son serrurier. Le juge des référés a levé la saisie-arrest pratiquée sur le traitement du bourgeois, a chargé par M. Deibler de déposer 600 francs à la Caisse des dépôts et consignations.

Que les temps sont changés ! Jadis le bourgeois était hors la loi. Il avait une orange rouge aux couleurs de la ville, ornée d'une patte en fer devant et d'une échelle par derrière. Aujourd'hui il a un chapeau haut de forme, une redingote, il invoque la loi — et se dispute avec son serrurier — comme tout le monde.

Georges Claretie.

(PAR DÉPÊCHE DE NOTRE CORRESPONDANT)

Reims. — Le drapeau dans le funier. — Aujourd'hui a comparu devant le Tribunal correctionnel l'antimilitariste et antipatriote militant Grimbert, disciple fidèle d'Hervé, poursuivi à la suite des incidents que voici :

En novembre dernier, pour manifester ses sentiments au passage d'un détachement de la 132^e de ligne dans sa maison, Grimbert planta dans un fumier placé dans sa cour, un simple grailage séparé de la route, un drapeau français.

Le lieutenant Russon, qui commandait le détachement, outré de ce spectacle, enjamba le grailage et leva le drapeau, tandis que Grimbert l'accablait d'injures.

Après une plaidoirie de M. Bonzon, Grimbert a été acquitté, car, le lieutenant du 132^e de ligne n'étant pas officier de police judiciaire, le Tribunal n'a pu retenir contre l'inculpé les injures à un représentant de l'autorité dans l'exercice de ses fonctions.

AVIS DIVERS

DECOLORATION A SEC des cheveux blancs par la *POUDRE CAPILLUS* de la Parfumerie Union, 31, rue du 4-Septembre.

Nouvelles Diverses

PARIS

L'AFFAIRE STEINHEIL.

Si l'on conservait encore quelques doutes sur la valeur des accusations portées par Allaire, les témoins entendus hier, par M. André, ont suffi à les dissiper.

Mme Louchard, concubine, 189, rue de Valenciennes, est venue dire que Tardivel avait fait dans sa maison deux séjours. L'un de 1906 à octobre 1907, l'autre de mars à avril 1908. Enfin elle l'a revu après octobre 1908, c'est-à-dire après le crime. Tardivel était un garçon sérieux, taciturne, sobre et qui ne sortait presque jamais. Mme Louchard affirme que de la chambre qu'occupait Tardivel, on n'aperçoit pas l'impressionniste. Donc l'histoire du signal donné par une lampe allumée, racontée par Allaire, tombe d'elle-même.

M. Buffard, cordonnier, l'ancien patron de Tardivel, vient ensuite. Il a employé Tardivel dans sa boutique rue d'Orsel, à Montmartre. Il se rappelle que son ouvrier l'a quitté le 23 mai à la suite de la débauche de 40 francs. Le 30 mai, soir du crime, M. Buffard se souvient d'avoir rencontré dans un débit, près de la place Blanche, Tardivel qui regardait jouer aux cartes. Un autre ouvrier, Robert, qui l'avait remplacé, vint le rejoindre, et quand M. Buffard s'en alla, les deux ouvriers étaient toujours là.

Le lendemain matin, M. Buffard a rencontré Tardivel vers dix heures.

M. Donadieu, bottier rue Dorcel, a bien entendu Tardivel dire qu'il connaissait les assassins de M. Steinheil, mais il n'a attaché aucune importance à ce propos.

M. Bertillon, chef du service anthropométrique, a relevé les empreintes digitales de Tardivel et d'Allaire.

Il les a comparées avec celles laissées sur la pendelette de voyage et qui n'ont jusqu'à présent pu être identifiées. Dès maintenant, M. Bertillon est certain que les marques de doigts, relevées sous cette pendule ne proviennent pas de Tardivel.

Mais il y a une troisième personne qui doit venir à l'anthropométrie dans quelques jours et dont on tient à contrôler les empreintes digitales avec beaucoup de soins... Qui?... Il paraît que c'est un secret.

NEURASTHÉNIE NEURTHIÈRE.

C'est un drame de la neurasthénie ou, pour être plus exact, de la folie neurasthénique que celui qui a eu pour théâtre le restaurant du « Père Tranquille », rue Pierre-Lescot, près des Halles. L'heure tardive ne nous a permis de le raconter hier qu'en dix lignes. Nous donnons aujourd'hui les détails et les causes.

David Henderson, riche Américain, né en 1838, à Jersey-City, dans l'état de New-Jersey, avait épousé à Londres, en 1882, Mlle Olga Leprestre. De ce mariage étaient nés cinq enfants : un fils, âgé de vingt-six ans, établi à New-York, et quatre filles.

La famille Henderson possédait des propriétés aux Etats-Unis et en Suisse. En France, elle avait la villa Sole Mio, à Thibodeau-Alpes-Maritimes, pour l'hiver, le château de Neuilly, près de Villiers-Cotterets (Aisne), et un appartement au rez-de-chaussée, d'un loyer de 3.000 francs, à Paris, 29, rue d'Artois.

